



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA - Déclaration de Projet - Mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 14829 du 26 juillet 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à la modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA.

Ce projet est soumis à une enquête publique unique portant sur 3 objets :

- dérogation à la loi littoral (Code de l'urbanisme), délivrée conjointement par les ministres en charge de l'environnement et de l'urbanisme ;
- déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes (Code de l'urbanisme). Cette procédure est instruite par Montpellier Méditerranée Métropole,
- autorisation environnementale (Code de l'environnement), délivrée par le préfet de département :
 - au titre de la loi sur l'eau (autorisation) ;
 - au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (déclaration / enregistrement).

L'enquête publique s'est déroulée du 8 juillet au 4 septembre 2019, conformément aux arrêtés préfectoraux des 17 juin et 12 août 2019.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, l'avis du Conseil est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables du projet sur son territoire. Par délibération n°M2019-461 du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a donné un avis favorable au projet de la modernisation de la station d'épuration de MAERA.

Conformément à l'article L.126-1 du code de l'environnement, il convient de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 stipule : « *La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L.122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L.122-1-1 du code de l'environnement.* ».

1. Objet de l'opération

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées de MAERA ;
- augmenter la capacité de traitement et d'évacuation (émissaire en mer) en adéquation avec les perspectives de croissance urbaine : passage de 470 000 à 660 000 équivalents habitants ;
- optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique pour aller vers une station à énergie positive ;
- tendre vers le « *zéro nuisances* » pour l'environnement immédiat du site ;
- améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement.

En application de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, toutes les opérations nécessaires au bon fonctionnement du système d'assainissement en lien avec la modernisation de la station de MAERA appartiennent au même projet, qu'elles soient prévues ou envisagées à court ou moyen terme.

Le périmètre du projet ainsi défini par l'étude d'impact, englobe les interventions prévues aussi bien sur la station que sur le réseau de collecte.

2. Justification de l'intérêt général

La station de traitement des eaux usées MAERA, outil majeur du service public de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, constitue un équipement d'intérêt général, essentiel au fonctionnement du territoire et à la préservation des milieux aquatiques.

Le projet de modernisation de MAERA vise à poursuivre et améliorer la préservation des milieux aquatiques (mer, Lez, étangs palavasiens) et à accompagner le développement de la Métropole dans une logique de développement durable.

Au vu :

- de la réduction des déversements au milieu naturel, en nombre et volume, grâce aux travaux envisagés sur les réseaux de collecte et sur la station,
- de l'amélioration de la qualité du Lez et des autres cours d'eau influencés par le système de MAERA en agissant sur les déversements par temps de pluie,
- de l'amélioration des niveaux de rejet en mer par la mise en œuvre d'une filière de traitement plus performante,
- des bénéfices en termes d'odeurs, et de nuisances au sens large pour les riverains de la station,
- de l'augmentation de la production d'énergie par la station pour des usages de chauffage urbain, de production d'électricité et pour l'alimentation en énergie verte du réseau de gaz de GRDF,
- de la nécessaire augmentation de capacité pour faire face à l'augmentation de population sur le territoire d'ici à 2040, à périmètre constant (pas de nouvelles communes raccordées),

le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée aux besoins du territoire, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Une demande de dérogation aux dispositions de la loi littoral obtenue par arrêté interministériel

Le projet de modernisation de la station de MAERA s'opère sur le site actuel qui s'inscrit en discontinuité de l'agglomération de la commune de Lattes au sens de la loi littoral. Ce contexte subordonne sa faisabilité à la mise en œuvre d'une procédure dérogatoire à certaines dispositions de loi littoral telle que prévue spécifiquement par l'article.

Monsieur le Préfet de l'Hérault a pu acter ce projet et préciser le 30 janvier 2017 les modalités de mise en œuvre de cette procédure de dérogation en vue de la modernisation de la station de MAERA.

Le dossier de demande de dérogation à la loi littoral a été soumis à enquête publique unique portant sur les 3 objets cités ci-avant.

L'arrêté interministériel de dérogation loi littoral a été délivré conjointement par les ministres en charge de l'environnement et de l'urbanisme ;

4. Procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU

Motifs

L'article L.126-1 du Code de l'environnement précise que lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application des articles L.123-1 et suivants du même code, l'autorité de l'établissement public responsable du projet doit se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée. Lorsque les dispositions du PLU ne permettent pas la réalisation du projet d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité est prévue par les articles L.153-54 à L.153-59 et R.153-15 du Code de l'urbanisme. Dans ce cadre, la déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Lattes applicables au site n'étaient pas compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a pu être engagée.

Le secteur se situe en zone N et A au PLU actuellement en vigueur. Le projet est compatible avec la destination des zones agricoles et naturelles qui autorisent la construction des équipements publics d'infrastructures d'intérêt général. Cependant, le projet est incompatible avec plusieurs articles du règlement des zones A et N.

En zone A, il n'est pas compatible avec l'article 11 relatif aux aspects extérieurs.

En zone N, le projet est incompatible :

- avec l'article 9 relatif au coefficient d'emprise au sol qui est limité à 25% ;
- avec l'article 10 relatif à la hauteur maximale des constructions ;
- avec l'article 11 relatif aux aspects extérieurs ;
- avec l'article 13 relatifs aux obligations imposées en matière d'espaces libres.

Afin de permettre la modernisation de la station d'épuration Maera, ces différents éléments du PLU doivent être mis en compatibilité avec le projet.

Modifications apportées au PLU

Dans une logique de cohérence, l'ensemble du projet fera l'objet d'un même zonage. Pour se faire, l'ensemble du périmètre de projet sera intégré dans un même zonage : Nstep.

La mise en compatibilité du PLU sera réalisée :

- par l'agrandissement de la zone N qui sera indicée Nstep, ce qui entraîne une réduction de la zone agricole ;
- par l'adaptation du règlement de la zone N indicée Nstep pour :
 - Article 9 : l'emprise au sol des constructions.
En Nstep, l'emprise au sol des constructions ne sera pas règlementée.
 - Article 10 : les hauteurs maximales des constructions
En Nstep où la hauteur maximale des constructions sera limitée à 22 mètres à l'égout des toitures
 - Article 11 : les aspects extérieurs
Dans toute la zone N, les ouvrages et édifices techniques devront être intégrés à la conception du bâtiment (façade et toiture) et être de forme simple. Tout édifice en toiture doit faire l'objet d'un traitement architectural soigné. L'impact visuel des installations techniques devra être réduit au maximum.
 - Article 13 : les espaces libres
En Nstep, 20% des espaces non bâtis devront être maintenus en espaces de pleine terre végétalisés.

Déroulement de la procédure

La procédure a débuté par une délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 prescrivant la procédure, décrivant le projet, motivant son intérêt général et annonçant les intentions de Montpellier Méditerranée Métropole en terme de concertation avec le public.

Une concertation préalable d'une durée de 22 jours s'est déroulée du 10 décembre 2018 au 31 décembre 2018. Aucune observation du public n'a été émise sur le dossier. Le Conseil de Métropole a tiré le bilan de la concertation préalable par délibération en date du 31 janvier 2019.

Conformément à la Charte de Gouvernance, le Conseil municipal de Lattes, lors de sa séance du 8 avril 2019, a émis un avis favorable sur le dossier.

Le dossier a ensuite été notifié aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du code de l'urbanisme et soumis à enquête publique.

La réunion d'examen conjoint

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées (PPA) le 30 avril 2019 pour présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU.

Lors de cette réunion, ont participé la commune de Lattes, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. La Préfecture, le Conseil Départemental, la Chambre d'Agriculture et la Chambre de Commerce et d'Industrie se sont, quant à eux, excusés de leurs absences.

En continuité de son avis favorable en Conseil municipal le 8 avril 2018, la commune de Lattes a confirmé son avis favorable sur le dossier de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU. Complémentairement, elle a souhaité faire part de plusieurs observations :

- La commune a demandé des précisions sur l'évolution proposée du PLU qui prévoyait de réglementer la hauteur maximale des constructions à 22 mètres alors qu'initialement la hauteur des équipements publics n'était pas réglementée. La Métropole a précisé que le dossier réglementait la hauteur à 22 mètres afin de permettre une bonne insertion paysagère du projet dans son environnement.
- La commune de Lattes étant très vigilante à l'intégration paysagère du projet, notamment au regard des vis-à-vis pour le quartier de Port Ariane, elle a fait part de son souhait que des arbres de hautes tiges soient plantés pour cacher les vues vers la station depuis la route et le nouveau pont sur le Lez. La Métropole a précisé que ces aspects seraient pris en compte dans le marché de travaux.

La DDTM a donné un avis favorable sur ce dossier de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes. Elle a regretté toutefois que « *le cahier des charges de conception architecturale* » ne vienne pas alimenter le rapport de présentation de la déclaration de projet. La Métropole a indiqué que des précisions sur ce point avaient été apportées au dossier d'autorisation environnementale en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale. Ces éléments ont fait partie du dossier d'enquête publique unique du projet, pour une bonne information du public.

Le dossier de mise en compatibilité du PLU de Lattes était soumis à évaluation environnementale. Celle-ci a été réalisée dans le cadre dossier unique d'autorisation environnementale qui a été soumis à enquête publique unique. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'observation sur la partie évaluation environnementale du plan.

L'enquête publique unique

Une enquête publique unique, sur l'ensemble de ces objets, s'est déroulée du 8 juillet 2019 au 4 septembre 2019.

Les observations émises durant l'enquête publique unique ont été au nombre de 34, dont 25 observations écrites et 9 observations orales recueillies en réunion publique et au cours des permanences.

Les observations ayant un lien avec le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes sont au nombre de deux. La commission d'enquête a relayé ces questions au Président de Montpellier Méditerranée Métropole qui, en réponse, a adressé à la commission d'enquête un mémoire en réponse.

Ce mémoire comportait les éléments suivants :

- Pour un contributeur qui s'interrogeait sur les conditions de mise en compatibilité du PLU, le mémoire en réponse a précisé que les conditions de mise en compatibilité du PLU de Lattes étaient décrites dans le volet D du dossier d'enquête publique (dossier de Déclaration de Projet) ;
- La seconde observation portait sur la complexité, le volume et la mauvaise structuration du dossier présenté. Le mémoire en réponse précisait que la complexité du dossier était liée notamment à la nature de l'enquête publique qui couvrait trois procédures distinctes, nécessitant chacune un dossier spécifique (Autorisation Environnementale, Dérogation loi littoral, Mise en compatibilité du PLU).

A l'issue de l'enquête, la Commission d'enquête a remis son rapport d'enquête unique qui fait état des deux observations susmentionnées pendant l'enquête publique et des observations formulées par les personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint.

Ainsi, constatant le bon déroulement de l'enquête, les éléments de réponse apportés et considérant que les engagements pris par Montpellier Méditerranée Métropole, la commission d'enquête a émis, à l'unanimité de ses membres, un avis favorable à la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes.

5. Autorisation environnementale

Etude d'impact et Avis de l'Autorité environnementale

L'Autorité environnementale a émis un avis délibéré n°2018-95 du 23 janvier 2019 sur le dossier présentant le présent projet.

« Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du projet sont :

- l'amélioration de la qualité des eaux du Lez et des étangs littoraux et la préservation de la qualité des eaux marines,
- la réduction des nuisances (odeurs, bruit...) dans le secteur proche de la station,
- la maîtrise des risques d'interruption du service d'épuration liés à la phase travaux

L'étude d'impact est complète, mais dense et très technique, et devrait être rendue plus accessible avec un guide de lecture et un glossaire détaillé, et une plus grande mise en relief des enjeux. Rédigée en grande partie en 2017 à partir de données recueillies jusqu'en 2015, elle devra justifier de leur représentativité, notamment à l'égard des événements pluvieux des dernières années. Elle souffre plus généralement d'un défaut d'actualisation.

En visant un objectif de gestion sans débordement de la pluie mensuelle, le projet contribuera, sans qu'une prévision quantitative en soit faite, à améliorer la qualité des cours d'eau, notamment du Lez, et celle des étangs palavasiens, mais n'aura pas d'impact significatif sur le milieu marin. La modernisation des installations permet également une réduction des nuisances olfactives.

L'Autorité environnementale recommande par conséquent d'apporter des précisions sur :

- l'approfondissement de l'analyse comparative entre les deux scénarios de non débordement dans le Lez pour une pluie mensuelle ou pour une pluie bimestrielle, permettant de justifier l'option retenue,
- la nécessité de démontrer l'absence de surverse jusqu'à la pluie mensuelle, y compris en saison touristique et quelles que soient les hypothèses concernant les travaux sur le réseau, concrétisant ainsi l'amélioration annoncée de la qualité chimique et bactériologique des eaux du Lez en période pluvieuse.
- la réalisation d'une première analyse de risques sur la phase de raccordement des nouvelles installations, démontrant la maîtrise de tous les points de criticité vis-à-vis de l'environnement. »

Le maître d'ouvrage, en réponse à l'Autorité Environnementale, a complété et précisé le dossier d'autorisation environnementale, le dossier de dérogation à la loi littoral et le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes. Trois documents ont été joints à cette réponse pour faciliter la compréhension du projet par le public :

- Un résumé non technique simplifié de l'étude d'impact ;
- Un guide de lecture de l'étude d'impact ;
- Un glossaire thématique.

Dans son mémoire en réponse à l'Autorité Environnementale, le maître d'ouvrage a également actualisé un certain nombre de données à la suite d'analyses et de mesures complémentaires.

Les documents, dont l'étude d'impact, ont été complétés, avant l'enquête, sur l'ensemble des points demandés par l'Autorité environnementale.

Avis des collectivités territoriales

Le système d'assainissement de MAERA collecte les effluents de :

- 14 communes de Montpellier Méditerranée Métropole : Montpellier, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Saint Jean de Vedas, Prades-le-Lez, Lattes, Jacou, Le Crès, Vendargues, Pérols.
- 5 communes extérieures à la Métropole : Palavas-les-Flots, Teyran, Assas, Saint-Aunès, Carnon et Vauguières / Figuières appartenant à la commune de Mauguio.

Sur 21 communes ou intercommunalités concernées par le projet, 17 ont émis un AVIS FAVORABLE sur le projet de modernisation de la station MAERA, soit par délibération de leurs conseils municipaux ou d'agglomération respectifs, soit par leurs maires en cas d'impossibilité de réunir leur conseil dans le délai imparti par les textes. Les autres ne se sont pas prononcées sur le projet dans les délais impartis.

Résultat de la concertation du public dans le cadre de l'enquête publique

Les participations recueillies montrent :

- une assez forte implication des associations qui ont remis des contributions denses, et très étayées ;
- une très faible participation des personnes, à titre individuel, excepté quelques riverains qui sont intervenus lors de la réunion publique du 10 juillet 2019.

Les statistiques établies par l'opérateur du registre dématérialisé, installé sur le site internet dédié au projet, indiquent que ce projet a intéressé un nombre de personnes significatif puisque 1 912 visiteurs ont consulté le site dédié à l'enquête et les pièces du dossier d'enquête ont fait l'objet de 2 840 téléchargements.

L'ensemble des questions soulevées par les contributeurs a été restitué et fait l'objet de questions de la part de la commission d'enquête.

La commission d'enquête a rencontré la Vice-Présidente en charge de l'eau et l'assainissement, responsable du projet de la Métropole et lui a communiqué les observations orales ou écrites consignées dans un rapport de synthèse.

Les observations sont organisées selon les thématiques suivantes :

- Thème 0 : L'INTITULE DU DOSSIER D'ENQUÊTE
- Thème 1 : LES CHOIX RETENUS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE
 - Sous-thème 1-1 : La capacité de la station et ses performances
 - Sous-thème 1-2 : Les solutions alternatives
 - Sous-thème 1-3 : La régulation en amont
 - Sous-thème 1-4 : Le périmètre d'incidence
- Thème 2 : LES IMPACTS SUR LES MILIEUX NATURELS ET LEUR SUIVI
 - Sous-thème 2-1 : Les impacts sur le milieu marin
 - Sous-thème 2-2 : Les impacts sur les cours d'eau
 - Sous-thème 2-3 : Les impacts sur les étangs
 - Sous-thème 2-4 : Zone Natura 2000
 - Sous-thème 2-5 : Le changement climatique
 - Sous-thème 2-6 : La protection du paysage
- Thème 3 : LES RISQUES
 - Sous-thème 3-1 : Inondation/PPRI
 - Sous-thème 3-2 : Pollution
- Thème 4 : L'IMPACT SUR LE MILIEU HUMAIN
 - Sous-thème 4-1 : Les nuisances : odeurs et bruit
 - Sous-thème 4-2 : La santé
- Thème 5 : LES RÉSEAUX DE COLLECTE
 - Sous-thème 5-1 : Le schéma directeur d'assainissement
 - Sous-thème 5-2 : L'état des réseaux et leur amélioration
 - Sous-thème 5-3 : Présence de sable
- Thème 6 : LE TRAITEMENT DES BOUES
 - Sous-thème 6-1 : Le traitement ultime sur site
 - Sous-thème 6-2 : La méthanisation des boues
- Thème 7 : LES ENJEUX ÉCONOMIQUES : CONCHYLICULTURE, PÊCHE, TOURISME
- Thème 8 : LA RÉUTILISATION DES EAUX TRAITÉES (REUT)
- Thème 9 : L'AUTOSURVEILLANCE DES INSTALLATIONS
 - Sous-thème 9-1 : L'état de l'émissaire en mer
 - Sous-thème 9-2 : Le fonctionnement de la station
- Thème 10 : LA COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION
 - Sous-thème 10-1 : Le PLU de Lattes
 - Sous-thème 10-2 : Le SCOT de Montpellier Méditerranée Métropole
 - Sous-thème 10-3 : Le SAGE Lez, Mosson, Etangs Palavasiens
- Thème 11 : LA COMMUNICATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Thème 12 : LE COÛT D'INVESTISSEMENT
- Thème 13 : LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL
- Thème 14 : LE DOSSIER D'ENQUETE

Les réponses à ces questions ont été apportées par le responsable du projet de la Métropole au commissaire enquêteur à l'issue de la remise par celui-ci du procès-verbal de synthèse de l'enquête.

En conclusion de son rapport, la commission d'enquête a émis un **avis favorable sans réserves** :

- à la demande d'autorisation inter-ministérielle de dérogation à la loi littoral ;
- à la demande d'autorisation environnementale ;
- à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes ;

A la suite des recommandations apportées par la commission d'enquête, et en réponse aux observations du public, la Métropole s'engage à :

- réaliser à moyen terme un nouveau schéma directeur d'assainissement, visant à adapter sa politique publique en matière d'assainissement des eaux usées et en fixer les priorités d'actions, face aux enjeux climatiques et environnementaux de plus en plus prégnants, en accord avec l'évolution de la réglementation et des projets métropolitains (SCoT, PLUi, PCAET, P2A...),
- à poursuivre et à intensifier son programme de renouvellement du système de collecte, en portant un effort particulier sur l'évolution du réseau unitaire,
- à renforcer le programme de suivi et d'entretien de l'émissaire en mer, et à mettre en place un protocole de gestion de crise qui alerte tous les acteurs concernés,
- à mettre en place les mesures compensatoires prévues dans le dossier du projet,
- à réunir périodiquement les instances d'information et de participation du public, tel que le comité de suivi, afin de le tenir régulièrement informé des résultats des études, des contrôles des installations et des analyses de la qualité de l'eau des milieux récepteurs.

Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

Il n'y a pas de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer d'intérêt général le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA ;
- approuver la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes ;
- mettre le dossier de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes à disposition du public à la Mairie de Lattes ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus – 34961 Montpellier) à leurs jours et heures d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicités et d'affichage conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme ;
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du projet ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2019-761 retour préf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.